



## POUVOIR D'ACHAT, LES EXEMPLES DES TRANSPORTS ET DE L'ÉNERGIE

La question du pouvoir d'achat s'invite dans tous les domaines de notre vie quotidienne. Cependant, les solutions sont à la fois locales, nationales et européennes.

Exemples : la gratuité des transports, le coût de l'énergie.

### QUEL RAPPORT ENTRE LA GRATUITE DES TRANSPORTS ET NOTRE POUVOIR D'ACHAT ?

À sa mise en place en 2009, c'était un gain de pouvoir d'achat de 40 à 60€ mensuels par famille.

Aujourd'hui avec l'importante hausse des tarifs, il est fort probable que ce gain se situe autour de 70 à 90€ mensuels.

Depuis juillet 2022 la gratuité pratiquée sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile risque de disparaître. Soyons conscients de la perte engendrée.

### EST-CE DEFINITIF ?

Depuis plusieurs années, et plus particulièrement depuis juillet 2022 les populations sont mobilisées.

Des réunions, de l'information et dernièrement une belle manifestation réunissant 500 personnes à Aubagne pèsent sur les décisions des dirigeants de la Métropole, puisque ce sont eux, maintenant, qui sont chargés des transports.

### GARDERONS-NOUS LA GRATUITE SUR LE TERRITOIRE ?

Sous la pression des habitants les choses bougent dans le bon sens, mais la partie n'est pas gagnée pour autant. Le maintien de la gratuité, s'il est obtenu grâce à la mobilisation, risque de ne l'être que provisoirement et peut être remis en cause à tous moments.

**La seule manière de la pérenniser, c'est de l'instaurer au niveau de la Métropole.**

La pression doit donc continuer à s'exercer sur les instances et à ce propos il est envisagé un rassemblement lors du prochain conseil métropolitain qui se tiendra le 15 décembre prochain au Pharo.

**La gratuité des transports c'est la revendication locale, l'électricité c'est pour le national et l'Europe. En effet, les prix de l'électricité s'emballent.**

### POURQUOI ?

Ces dernières années, le prix du marché de gros de l'électricité, en Europe, est indexée sur le prix le plus élevé de la production d'énergie : actuellement le Gaz. En Europe l'électricité est souvent produite par des centrales à Gaz, contrairement à la France qui produit son électricité principalement à partir d'un mix énergétique : 70 % de nucléaire et 12% d'hydraulique.

Cet été 2022 L'Espagne et le Portugal ont décidé de sortir de cette contrainte, avec l'accord de l'Europe. En acceptant les dispositions européennes la France se prive de l'avantage d'un prix totalement déconnecté du prix du gaz.

Au final, le fait d'être dépendants du marché capitaliste a au moins trois conséquences :

1. Plus la demande est importante (c'est le cas en ce moment) et plus les marchés sont soumis à spéculation et les prix augmentent : c'est la loi de l'offre et de la demande.
2. La déréglementation du service public national conjugué à cette spéculation du prix de production contribuent donc à une flambée sans précédent.
3. Nous sommes bien loin des prix que le service public servait avant l'ouverture du marché,

## **A QUI PROFITE CETTE DEREGLEMENTATION ?**

Aux nouveaux concurrents d'EDF, non producteurs d'énergie. **L'Europe impose à EDF de vendre 25 % de sa production nucléaire à des revendeurs privés, à un prix de 42 Euros, sous le prix de revient pour EDF.** L'Europe favorise ainsi l'émergence de ces commercialisateurs, leur faisant au passage un beau cadeau.

**En conséquence, le mégawatt à 35 Euros du temps du service public passerait à 180 € en 2023.**

Cette hausse est énorme, elle va pénaliser tous les consommateurs et aggraver les inégalités sociales.

## **QUE FAIT LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR REpondre A CETTE CRISE QUI TOUCHE LES FRANÇAIS.**

Alors que le gouvernement est à la manœuvre dans cette situation au niveau européen, il voudrait se donner une image sociale.

Le mécontentement social l'a contraint à mettre en place un bouclier tarifaire, bien sûr financé par nos impôts, limitant à 4 % l'augmentation du prix de l'énergie pour les familles jusqu'à fin 2022. **Mais ce prix de l'énergie augmentera quand même de 15 % en 2023.** C'est énorme, pour les ménages

**Actuellement les nouveaux commercialisateurs abandonnent leurs clients, préférant spéculer et revendre à un prix prohibitif sur le marché de gros, y compris à EDF, les mégawatts acquis à bas coût auprès d'EDF : Un véritable scandale.**

## **MAIS QUE S'EST-IL DONC PASSE ?**

Ce qui différencie le prix pratiqué par le Service Public nationalisé en 1946 et aujourd'hui en Europe, **c'est la mise en concurrence de l'électricité ouvrant la porte à toutes les spéculations financières.**

Cela signifie que l'électricité comme tout autre produit du marché capitaliste est aujourd'hui l'objet de jeux d'argent ayant pour premier objectif l'accumulation de profits par les actionnaires spéculateurs.

**Nous sommes bien loin du principe de péréquation,** sur lequel reposait initialement le tarif réglementé, assurant que tous les Français paient leur kilowatt au même prix où qu'ils habitent, et bien sûr cela ne colle pas avec le grand dessein des libéraux européens !

## **ALORS, QUELLE SOLUTION ?**

**La solution que propose la CGT : pour la France et l'Europe, consisterait à sortir l'électricité, le gaz, l'énergie dans sa globalité, de la spéculation financière et des mécanismes économiques du marché car ce sont des produits de première nécessité.**

**Pour cela, il faut revenir à un vrai Service Public garant d'une indépendance énergétique assurant la maîtrise des prix de production et de vente, pour les Usagers, les Entreprises et les Collectivités Territoriales.**

Il faut revenir aux missions qu'avait définies le CNR pour EDF :

Assurer le prix le plus bas pour les Familles et le développement de l'économie des Pays.

**C'est possible bien sûr, mais dans tous les cas, que ce soit au niveau local ou national seule la mobilisation peut permettre de nouveaux conquies ou leur maintien**

**Pour plus de précisions sur ce sujet nous vous conseillons à vous reporter au dossier très complet, présent sur ce site, et élaboré par notre camarade Jean PUGENS**